

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT  
DE L'ECONOMIE NUMERIQUE  
ET DES POSTES

-----  
SECRETARIAT GENERAL

BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

Visa CF N° 00148  
du 23/12/2015

**ARRETE N°2015** \_\_\_\_\_/MDENP/SG  
Portant création, attribution, composition et  
fonctionnement de la Direction Générale  
des Technologies de l'Information et de la  
Communication.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE  
NUMERIQUE ET DES POSTES

- Vu la Constitution ;
- Vu la charte de la transition ;
- Vu le Décret n°2014-001/PRES/TRANS du 18 novembre 2014, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2015-892/PRESS-TRANS du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation type des départements ministériels ;
- Vu le décret n°2015-145/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 09 février 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2015-936/PRES-TRANS/PM/MDENP du 31 juillet 2015 portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes;

Sur proposition du Directeur Général des Technologies de l'Information et de la Communication ;

**ARRETE**



## CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 1 :** En application des dispositions du décret n°2015-936/PRES-TRANS/PM/MDENP du 31 juillet 2015, portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction Générale des Technologies de l'Information et de la Communication (DGTIC) sont régis par le présent arrêté.

## CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

**Article 2 :** La Direction Générale des Technologies de l'Information et de la Communication est chargée de la promotion des politiques d'appropriation des TIC, et veille à la cohérence des stratégies sectorielles de mobilisation du potentiel de ces technologies, au profit des programmes nationaux de développement. ✓

A ce titre, elle est chargée :

- de contribuer à l'élaboration des stratégies, des politiques, des plans nationaux et sectoriels de développement des TIC et de s'assurer de leur cohérence et de leur complémentarité ; ✓
- de veiller à la prise en compte de ces politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels dans les différents plans de développement, et de suivre leur mise en œuvre ; ✓
- de promouvoir la production et l'offre de contenus numériques locaux adaptés aux besoins et aux réalités du Burkina ; ✓
- de suivre le déploiement du Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA), et d'assurer sa cohérence avec les politiques et stratégies du gouvernement en la matière ; ✓
- de coordonner la définition de principes, règles, procédures de prise de décisions et de référentiels communs afin de garantir l'interopérabilité et la mise en œuvre d'un cadre juridique de la



société de l'information, favorable à l'essor des transactions électroniques ; /

- de suivre en relation avec l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) et la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL), la délivrance et la gestion des autorisations pour :
  - la certification électronique et le cryptage ; /
  - l'exploitation par des moyens électroniques des renseignements à caractère personnel afin de garantir la protection de la vie privée ; /
  - l'enregistrement et la modification des noms de domaine internet. /
- d'organiser les Assises Nationales de l'Economie Numérique et d'en assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations ;
- d'organiser le symposium Africain des applications satellitaires pour le développement ; /
- de proposer à la signature du ministre l'octroi ou le retrait d'agréments aux sociétés opérant dans le domaine de l'informatique ; /
- d'assister et assurer, en étroite collaboration avec l'ANPTIC, le contrôle technique des services informatiques des départements ministériels et institutions d'Etat, des centres de traitement informatique, des centres de formation informatique et de toutes autres structures publiques dont l'activité entre dans le cadre de ses attributions ; /
- de préparer, mettre en œuvre et suivre les accords, traités et conventions internationaux, la définition de normes, relatifs à la gouvernance de l'Internet et au développement des usages des technologies de l'information et de la communication auxquels le Burkina Faso est partie prenante ; /
- d'œuvrer à la sensibilisation de la société burkinabè sur les enjeux liés aux TIC. /



## CHAPITRE III : ORGANISATION

**Article 3 :** Le Directeur Général des Technologies de l'Information et de la Communication est chargé d'œuvrer à la réalisation des attributions définies à l'article 2.

A ce titre, il organise, coordonne, anime et contrôle toutes les activités de la Direction Générale.

**Article 4 :** La Direction Générale des Technologies de l'Information et de la Communication comprend :

- le Secrétariat Particulier (SP) ;
- le Service Administratif et Financier (SAF) ;
- la Direction des Politiques d'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication (DPTIC) ;
- la Direction de la Réglementation et de la Normalisation (DRN).

### SECTION 1 : Le Secrétariat Particulier de la Direction Générale

**Article 5:** Le Secrétariat Particulier de la Direction Générale est chargé :

- de l'organisation des audiences du Directeur Général ;
- du traitement du courrier ;
- de la tenue des archives et des documents administratifs et réglementaires ;
- de la circulation de l'information entre les Directions au sein de la Direction Générale ;
- de la saisie, reprographie, classement des documents et archivage des dossiers.

### SECTION 2 : Le Service Administratif et Financier (SAF)

**Article 6:** Le Service Administratif et Financier est chargé :

- de l'élaboration des avant-projets de budget de la Direction Générale ;
- de suivre l'exécution du budget de la Direction Générale ;
- de la gestion de la caisse de menues dépenses ;



- de la participation aux commissions d'attribution et de réception des marchés de biens et services pour le compte de la Direction ; ✓
- de la transmission des informations relatives aux matériels commandés et livrés à la Direction ; ✓
- de l'élaboration des contrats d'objectifs des agents du SAF ; ✓
- du suivi de l'approvisionnement des directions internes en bien et équipements de travail ; ✓
- de la production des pièces justificatives des dépenses suivant les formes réglementaires. ✓

### **SECTION 3 : La Direction des Politiques d'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication (DPTIC)** ✓

**Article 7 :** La Direction des Politiques d'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication (DPTIC) est chargée : ✓

- de contribuer à l'élaboration des stratégies, des politiques et des plans nationaux et sectoriels de développement des TIC et de veiller à leur cohérence ; ✓
- de veiller à la prise en compte de ces stratégies, politiques, plans nationaux et sectoriels dans les différents plans de développement, et de suivre leurs mise en œuvre ; ✓
- de promouvoir la production et l'offre de contenus numériques locaux adaptés aux besoins et aux réalités du Burkina ; ✓
- d'organiser des cadres de concertations pour la promotion du secteur de l'économie numérique ; ✓
- de suivre le déploiement du Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA), et d'assurer sa cohérence avec les politiques et stratégies du gouvernement en la matière ; ✓
- de préparer, mettre en œuvre et suivre les accords, traités et conventions internationaux relatifs à la gouvernance de l'Internet ; ✓
- de suivre les activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées conformément à ses attributions. ✓



**Article 8 :** La Direction des Politiques d'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication est dirigée par un Directeur et comprend les services suivants :

- le Service des Stratégies et Politiques (SSP) ;
- le Service de Suivi-Evaluation des Stratégies et Politiques (SSE) ;
- le Service de la Sensibilisation et de la Vulgarisation (SSV).

**Article 9 :** Le Service des Stratégies et Politiques est chargé :

- de contribuer à l'élaboration des stratégies, des politiques et des plans nationaux et sectoriels de développement des TIC et de veiller à leur cohérence ;
- de préparer, mettre en œuvre et suivre les accords, traités et conventions internationaux relatifs à la gouvernance de l'Internet ;
- de coordonner l'élaboration des Schéma Directeurs Informatiques (SDI) de l'Administration publique

**Article 10 :** Le Service de Suivi-Evaluation des Stratégies et Politiques est chargé :

- d'assurer le suivi-évaluation des stratégies et politiques de développement des TIC ;
- d'organiser la collecte et le traitement de l'ensemble des données et informations nécessaires au suivi-évaluation des stratégies et politiques de développement des TIC ;
- d'assurer le suivi-évaluation des plans nationaux et sectoriels de développement des TIC ;
- d'organiser la collecte et le traitement de l'ensemble des données et informations nécessaires au suivi-évaluation des plans nationaux et sectoriels de développement des TIC ;
- d'organiser les assises nationales de l'économie numérique et suivre la mise en œuvre des recommandations ;
- d'organiser le symposium africain sur les applications satellitaires pour le développement ;
- de suivre les indicateurs définis dans les documents de stratégies et de politiques ;



- d'accompagner la mise en œuvre du plan de développement de l'expertise nationale ✓

**Article 11 :** le Service de la Sensibilisation et de la Vulgarisation est chargé :

- d'œuvrer à la sensibilisation de la société burkinabè sur les usages et les enjeux liés aux TIC ; ✓
- de proposer et suivre les activités concourant à la création, à la gestion et à la promotion de centres d'accès communautaires aux TIC ; ✓
- d'identifier, de proposer et vulgariser les bonnes pratiques ; ✓
- d'assurer une représentation du Burkina Faso dans les instances régionales et internationales sur les questions liées aux TIC conformément à ses attributions ; ✓
- de développer la coopération en matière de TIC avec les partenaires bilatéraux et internationaux conformément à ses attributions ; ✓
- de promouvoir la production et l'offre de contenus numériques locaux adaptés aux besoins et aux réalités du Burkina ; ✓
- d'assurer la diffusion et la promotion des documents de référence. ✓

#### **SECTION 4 : La Direction de la Réglementation et de la Normalisation (DRN)**

**Article 12 :** La Direction de la Réglementation et de la Normalisation (DRN) est chargée : ✓

- de coordonner la définition de principes, règles, procédures de prise de décisions et de référentiels communs afin de garantir l'interopérabilité et la mise en œuvre d'un cadre juridique de la société de l'information, favorable à l'essor des transactions électronique ; ✓
- de suivre en relation avec l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) et la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL), la délivrance et la gestion des autorisations pour :
  - la certification électronique et le cryptage ; ✓



- l'exploitation par les moyens électroniques des renseignements à caractère personnel afin de garantir la protection de la vie privée ;
  - l'enregistrement et la modification des noms de domaine internet.
- de proposer à la signature du ministre l'octroi ou le retrait d'agréments aux sociétés opérant dans le domaine de l'informatique ;
  - d'assister et assurer, en étroite collaboration avec l'ANPTIC, le contrôle technique des services informatiques des départements ministériels et institutions d'Etat, des centres de traitement informatique, des centres de formation informatique et de toutes autres structures publiques dont l'activité entre dans le cadre de ses attributions ;
  - d'assurer une représentation du Burkina Faso dans les instances régionales et internationales sur les questions liées aux TIC conformément à ses attributions ;
  - de développer la coopération en matière de TIC avec les partenaires bilatéraux et internationaux conformément à ses attributions.

**Article 13 :** La Direction de la Réglementation et de la Normalisation est dirigée par un Directeur et comprend les services suivants :

- le Service de la Réglementation (SR) ;
- le Service de la Normalisation et de la Qualité (SNQ) ;
- le Service du Support Technique (SST).

**Article 14 :** le Service de la Réglementation est chargé :

- d'élaborer les textes réglementaires dans le domaine des TIC ;
- de veiller à la mise en œuvre d'un cadre juridique de la société de l'information ;
- de collecter, mettre à jour et diffuser les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC ;
- d'assurer la délivrance des agréments aux sociétés opérant dans le domaine des TIC ;



- d'assister et assurer le contrôle technique des services informatiques des départements ministériels et institutions d'Etat ;
- de suivre la délivrance et la gestion des autorisations pour la certification électronique et le cryptage, l'exploitation par les moyens électroniques des renseignements à caractère personnel, l'enregistrement et la modification des noms de domaine internet ;
- d'assurer une veille juridique.

**Article 15 :** le Service de la Normalisation et de la Qualité est chargé :

- de définir des principes, règles et référentiels communs ;
- de collecter, mettre à jour et diffuser les normes établies dans le domaine des TIC et veiller à leur application ;
- d'élaborer, veiller à l'application et la révision d'un système de management de la sécurité de l'information ;
- d'élaborer, veiller à l'application et la révision d'un système de management de la qualité ;
- de définir des règles de sécurité et d'interopérabilité et veiller à leur respect ;
- de participer à la gouvernance des systèmes d'information nationaux ;
- d'édicter les principes et les règles régissant le contrôle qualité des structures informatiques de l'Administration ;
- d'assurer une veille technologique.

**Article 16 :** Le Service du Support Technique est chargé :

- de définir les besoins du ministère en équipements informatiques ;
- d'assurer la maintenance de premier niveau du matériel et équipements informatiques au sein du ministère ;
- d'élaborer les spécifications techniques des dossiers d'appel d'offre du ministère pour l'acquisition de matériel et logiciels informatiques ;
- de la participation aux commissions d'attribution et de réception des marchés de biens et services pour le compte de l'administration publique.



## CHAPITRE IV : FONCTIONNEMENT

**Article 17 :** La Direction Générale des Technologies de l'Information et de la Communication est placée sous l'autorité d'un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes. /

**Article 18 :** Le Directeur Général des Technologies de l'Information et de la Communication veille à l'accomplissement des missions assignées à la Direction Générale par le décret n°2015-936/PRES-TRANS/PM/MDENP du 31 juillet 2015, portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes. /

Il gère le personnel de la Direction Générale. /

**Article 19 :** En cas d'absence du Directeur, l'intérim est assuré par un Directeur de Services. / Celui-ci est désigné selon les modalités prévues par les textes en vigueur. /

**Article 20 :** Les services de la Direction Générale des Technologies de l'Information et de la Communication sont animés et coordonnés par les Directeurs de Services nommés par Décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes. /

**Article 21 :** Chaque service de la Direction Générale des Technologies de l'Information et de la Communication est animé et coordonné par un Chef de Service nommé par arrêté du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes sur proposition du Directeur Général des Technologies de l'Information et de la Communication. /

**Article 22 :** Les chefs de service veillent à la bonne exécution des tâches dévolues à leurs services respectifs. Ils sont responsables des agents placés sous leur autorité. /



## CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 23 : Les aspects complémentaires de l'organisation et du fonctionnement de chaque direction seront précisés par une note de service du Directeur Général.

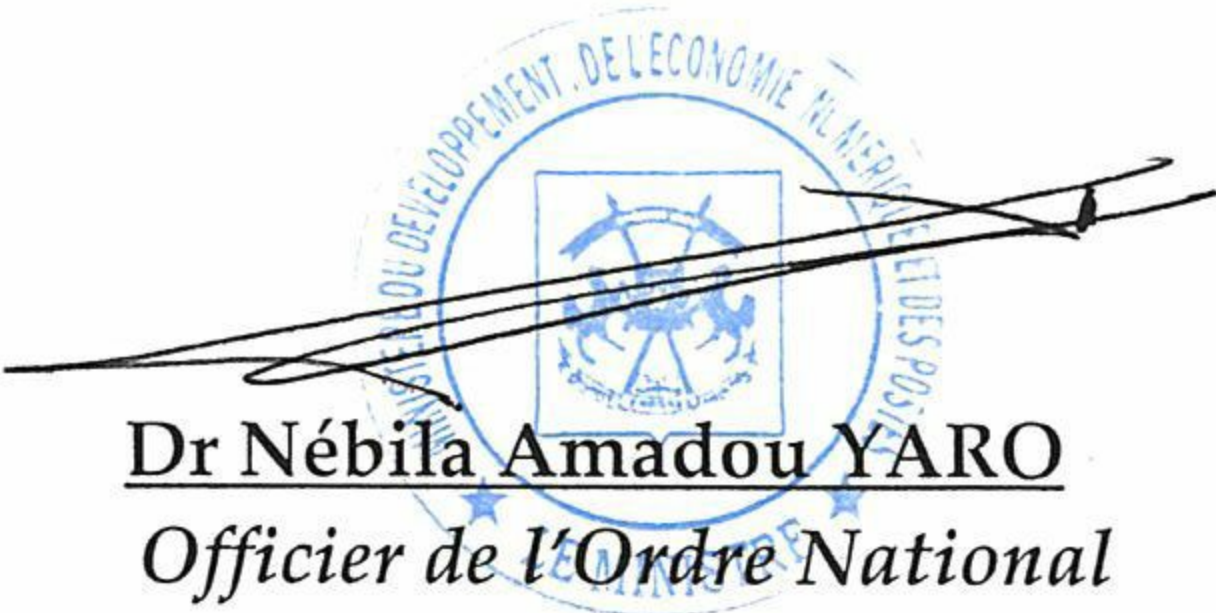
Article 24 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prend effet pour compter de sa date de signature.

Article 25 : Le Secrétaire Général du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes et le Directeur Général des Technologies de l'Information et de la Communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 29 DEC 2015

### Ampliations :

- Cabinet
- Toutes structures du MDENP
- I.T.S
- Archives.



Dr Nébila Amadou YARO  
Officier de l'Ordre National



